



PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET MINIER
DCVC-EiM-TN n°2004- 27

1e
Intermis à M. Le Chef
du D.S. de l'iff
5/2/04
Le Directeur

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de **OUTREAU**

MANOIR INDUSTRIES OUTREAU

ARRETE IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

W le Code de l'Environnement ;

W le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 ;

W la circulaire en date du 3/4/1996 par laquelle Mme le Ministre de l'Environnement a demandé que soient imposées des études de sols et des évaluations simplifiées des risques sur des sites industriels en activité.

W l'arrêté préfectoral du 23 septembre 1998 ayant imposé à la SA MANOIR INDUSTRIES OUTREAU la réalisation d'une étude des sols conformément au guide national de gestion des sites potentiellement pollués du Ministère de l'Environnement.

W l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 21 novembre 2000 ayant imposé à la SA MANOIR INDUSTRIES OUTREAU des compléments dans le cadre de l'étude des sols

W le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées en date du 1er décembre 2003 ;

W l'envoi des propositions de M. l'Inspecteur des installations classées au pétitionnaire en date du 9 décembre 2003 ;

W la délibération du Conseil départemental d'Hygiène en date du 19 décembre 2003 à la séance duquel le pétitionnaire était absent ;

.../...

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'imposer à la SA MANOIR INDUSTRIES OUTREAU la mise en place d'une surveillance piézométrique des eaux de la nappe alluviale et de la nappe du Séquanien sous jacentes;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 30 décembre 2003 ;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas formulé d'observations sur ce projet ;

VU l'arrêté préfectoral n°02.10.362 en date du 19 août 2002 portant délégation de signature ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : OBJET

La Société MANOIR INDUSTRIES OUTREAU, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 37, Rue de Liège (75008) PARIS, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté concernant son établissement sis Rue Pierre Curie B.P. 119 (62230) OUTREAU.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au site ci-dessus ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance du site.

Il est donné acte à l'exploitant de la réalisation de l'étude des sols : diagnostic initial, étape B et Evaluation Simplifiée des Risques référencée RC/L 6803 adressée à M. le Préfet du Pas-de-Calais le 30 août 2001.

ARTICLE 2 : RESEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

2.1. – Constitution du réseau

L'exploitant doit constituer un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins :

- 3 piézomètres dans la nappe alluviale de la Liane,
- 1 piézomètre et un forage dans la nappe du Séquanien.

La définition du nombre de piézomètres et leur implantation doivent être faites sur la base d'une étude hydrogéologique menée par un hydrogéologue expert et tenant compte des piézomètres mis en place dans le cadre de l'étude des sols.

Les piézomètres feront l'objet d'un nivellement des têtes.

Toutes dispositions sont prises pour signaler efficacement ces ouvrages de surveillance et les maintenir en bon état.

Le déplacement éventuel d'un piézomètre ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'Inspection des Installations Classées.

La tête du piézomètre doit être surélevée d'au moins 20 cm par rapport au terrain naturel à proximité. Elle doit se trouver dans un avant puits maçonné ou tubé, étanche, de manière à éviter toute infiltration d'eau stagnante ou de suintement.

2.2. – Analyse des eaux de nappes

Les relevés du niveau piézométrique des nappes et des prélèvements semestriels (une fois en période de hautes eaux, une fois en période de basses eaux) sont réalisés dans les piézomètres et le forage.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances susceptibles de caractériser une éventuelle pollution des nappes.

Les paramètres à analyser et les méthodes d'analyses applicables sont définis dans le tableau suivant :

Paramètres	Méthode
pH	NFT 90 008
Hydrocarbures halogénés hautement volatils	NF EN ISO 10301
Hydrocarbures totaux	NFT 90 114
BTEX	ISO 114 231
HAP	NFT 90 115
PCB	NT EN ISO 6 468
Indice phénol	XPT 90 109
As	NF EN ISO 11969 – FD T 90 119 – NF EN 26 595 – ISO 11885
Ni	FD T 90 112 – FD T 90 119 – ISO 11885
CN ⁻	ISO 6 703/2
Pb	NF T 90 027 – FD T 90 112 – FD T 90 009 – ISO 11 885
Cd	F DT 90 112 – FDT 90 119 – ISO 11 885
Cu	NFT 90 022 – FD T 90 112 – FD T 90 119 – ISO 11885

Au cours de ces relevés, le niveau statique NGF de l'eau libre est mesuré dans chaque ouvrage.

2.3. – Transmission des résultats

Les résultats des mesures prescrites ci-dessus doivent être transmis à l'Inspection des Installations Classées au plus tard un mois après leur réalisation. Les résultats doivent être commentés et comparés aux normes existantes.

.../...

La fréquence et la nature des prélèvements et analyses pourront être modifiées ultérieurement par arrêté complémentaire en fonction des résultats obtenus et de leur évolution.

Le premier rapport d'analyse est transmis à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de deux mois.

2.4. – Dispositions spéciales

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il informe le Préfet et l'Inspection des Installations Classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

ARTICLE 3 - DELAIS

Les prescriptions ci-dessus sont applicables à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 - FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 - SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 6 - RECOURS

La présente décision ne peut être différée qu'au Tribunal Administratif de LILLE. Le délai est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 :

Une copie du présent arrêté est déposée à la Mairie de OUTREAU et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté imposant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de cette installation sera affiché à la Mairie d'OUTREAU . Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

Ce même extrait d'arrêté sera affiché en permanence dans l'installation par l'exploitant.

.../...

Un extrait de cet arrêté imposant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de cette installation sera affiché à la Mairie d'OUTREAU . Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

Ce même extrait d'arrêté sera affiché en permanence dans l'installation par l'exploitant.

.../...

ARTICLE 8 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M. le Sous-Préfet de Boulogne-sur-Mer, M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à M. le Directeur de la Sté MANOIR INDUSTRIES OUTREAU et au Maire de la commune d'OUTREAU.

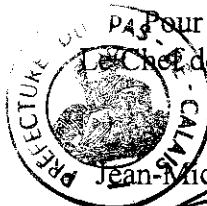
ARRAS, le 2 février 2004

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, chargé de mission,

Signé :Chantal CASTELNOT.

Ampliation destinée à :

- M. le Directeur de la Sté MANOIR INDUSTRIES
Rue Pierre Curie B.P. 119 62230 OUTREAU
- M. le Sous-Préfet de Boulogne-sur-Mer
- M. le Maire d'OUTREAU
- M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement à DOUAI
- Dossier
- Chrono

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,
 Jean-Michel WIERCLOCK

